



## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

### **4<sup>ème</sup> journée de mobilisation exceptionnelle !**

Depuis le 19 janvier 2023, la mobilisation ne faiblit pas. Au contraire, elle se renforce au fil des journées d'action. Pour la deuxième journée de mobilisation cette semaine, ce sont plus de 2 500 000 manifestant.es qui ont battu le pavé, dans plus de 250 lieux de rassemblement.

De très nombreux salarié.es, retraité.es, jeunes et privé.es d'emploi ont à nouveau montré leur détermination contre la réforme des retraites.

Les cortèges se sont enrichis de nouveaux visages, souvent jeunes, issus du salariat de TPE et PME, de catégories socio professionnelles rarement mobilisées mais, aussi, des artisans, des paysans, des professions libérales ainsi que des familles entières.

Le nombre important de manifestations, aujourd'hui, en France, démontre la détermination des salarié.es, d'une grande partie de la population à préserver et à améliorer notre système de retraite solidaire par répartition.

Plus le gouvernement s'entête et reste sourd aux revendications et propositions, plus le rejet et le mécontentement grandissent et la mobilisation s'élargit et se renforce.

La CGT appelle à l'amplification de la mobilisation, à s'inscrire massivement dans la prochaine journée de grèves et de manifestations du 16 février 2023 et à tout mettre en œuvre pour généraliser les grèves dans les entreprises et services.

La CGT demande également à ses organisations d'interpeller, sur l'ensemble du territoire, les parlementaires pour qu'ils ne votent pas le projet de loi du gouvernement, à multiplier les initiatives de déploiement dans les zones industrielles, d'activités ou commerciales, les lieux publics, pour continuer à élever la mobilisation.

Dans cette perspective, la CGT demande à ses syndicats, ses syndiqués de multiplier les assemblées générales dans les entreprises et services, pour durcir le mouvement, mettre le pays à l'arrêt le 7 mars prochain et agir le 8 mars, journée internationale de luttes pour les droits des femmes.

Pas de trêve, ni de pause !

Nous devons agir massivement pour que le gouvernement retire son projet de réforme contesté par 75% de la population et réponde aux légitimes revendications des travailleuses et travailleurs.

Montreuil, le 11 février 2023